

DÉCENTRALISATION

Le chef de l'Etat a relancé en fin de semaine dernière la petite musique d'une réforme des structures territoriales. Un chantier qui s'annonce vraisemblablement pour 2009.

Nicolas Sarkozy relance le débat sur les structures territoriales

Etait-ce un nouveau ballon d'essai ? Le chantier de la réforme des structures territoriales semble bien en tout cas s'annoncer pour 2009. « *Il va falloir qu'un jour – je me demande si ce ne sera pas un chantier pour 2009 –, on parle des structures territoriales en France. Parce que nous sommes arrivés à un degré de complexité sans précédent* », a en effet déclaré Nicolas Sarkozy lors d'un déplacement jeudi à Limoges.

Vendredi matin, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, poursuivait l'offensive sur Europe 1 en allant plus loin que le chef de l'Etat, qui, au lendemain de la remise du rapport Attali en janvier, s'était prononcé contre la proposition de suppression des départements, rappelant leur « *légitimité historique* ». Le secrétaire général adjoint de l'UMP a estimé que le débat porté par Jacques Attali était « *toujours d'actualité* » et devait avoir lieu « *le plus tôt possible* » et « *sans tabou* ». Mais à la suppression des départe-

ments ou d'autres échelons, Xavier Bertrand a préféré le « *regroupement* ».

« Qu'ils accordent leurs violons »

Preuve que la question fait débat et que la prudence est de mise, le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, Alain Marleix, s'est empressé vendredi de souligner qu'il n'est « *aucunement question d'une suppression du département* ». Même son de cloche à l'Élysée, où l'on indique qu'une réflexion doit être menée en 2009 pour remettre en cohérence les structures territoriales, mais que les départements ne sont pas visés. Des feux et contre-feux qui agacent les élus locaux. « *Qu'ils accordent leurs violons, car l'orchestre gouvernemental, c'est en ce moment la cacophonie ! Si un chantier doit être ouvert, c'est au chef de l'Etat de dire clairement ce qu'il en est* », s'est emporté Claudy Lebreton, président (PS) de l'Assemblée des départements de France (ADF) et du Conseil général des

Côtes-d'Armor, rappelant que les départements ont vécu ces dernières années des transferts de compétences représentant 8 milliards d'euros de plus à gérer, avec entre autres le RMI, l'APA (allocation personnalisée d'autonomie), la loi sur le handicap, et ont besoin de sérénité pour les digérer. Et pour continuer de travailler sur la fiscalité locale, comme l'ADF le fait avec l'Association des régions de France et l'Association des maires de France, ainsi que sur la clarification des compétences, avec un groupe commun qui se mettra en place en septembre, suite au rapport Lambert remis en décembre au chef de l'Etat.

Dans la majorité, les déclarations de Nicolas Sarkozy puis de Xavier Bertrand n'ont guère suscité de remous, la plupart ne voulant pas croire en un changement de cap du chef de l'Etat. Pour les députés UMP, le maintien des départements n'est de toute façon pas négociable. « *S'il doit y avoir une évolu-*

tion, n'oublions pas que le département est avec la commune un organe essentiel de l'administration locale, l'intercommunalité et la région étant les maillons faibles », insiste François Goulard, le député du Morbihan. Même tonalité chez Jean-Paul Charié, élu du Loiret et rapporteur de la loi de modernisation de l'économie. « *Au moment où tout le monde reconnaît que certaines politiques ne peuvent avoir d'efficacité que si elles sont conduites au plus proche du terrain tout en disposant d'une taille suffisante, il faut garder la structure départementale* », explique-t-il, tout en se disant « *mille fois d'accord sur le fait que l'on ne peut pas repousser éternellement la réflexion, légitime, sur la réorganisation des différentes structures* ».

Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée, s'est déclaré hier favorable à un « *regroupement étroit des régions et des départements* ».